

**PREFET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE**

**PREFECTURE DE LA LOIRE-ATLANTIQUE**  
**DIRECTION DE LA COORDINATION**  
**ET DU MANAGEMENT DE L'ACTION PUBLIQUE**  
Bureau des procédures d'utilité publique

Nantes, le **5 SEP. 2013**

N° : 2013/ICPE/195

Sté TITANOBEL à Riaillé - MED

**LE PREFET DE LA REGION PAYS-DE-LA-LOIRE**  
**PREFET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE**

Officier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

**VU** le titre VII du livre 1<sup>er</sup> du code de l'environnement (partie législative) concernant les dispositions communes aux contrôles et aux sanctions, notamment les articles L. 171-6 à L. 171-8 et L. 172-1,

**VU** le titre 1er du livre V du code de l'environnement (parties législative et réglementaire) relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, notamment l'article L. 511-1 et L. 514-5,

**VU** l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 10 mai 2000 modifié, relatif à la prévention des accidents majeurs impliquant des substances ou des préparations dangereuses présentes dans certaines catégories d'installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, notamment l'article 4, point 6 qui dispose que :  
*« Tout au long de la vie de l'installation, l'exploitant veille à l'application de la politique de prévention des accidents majeurs et s'assure du maintien du niveau de maîtrise du risque. »*

**VU** l'arrêté préfectoral du 14 mai 2002, modifié les 9 mars 2006 et 19 janvier 2009, autorisant la société TITANOBEL à poursuivre l'exploitation d'un dépôt d'explosifs et de détonateurs situé à Riaillé (44440) au lieu-dit « La Forêt » et dont les activités relèvent notamment de la rubrique 1311-1 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,

**VU** l'étude de dangers (version A) présentée par la société TITANOBEL le 16 août 2011 pour son site de Riaillé,

**VU** le rapport du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement des pays de la Loire, inspecteur principal des installations classées, en date du 18 juillet 2013, et transmis à la société TITANOBEL conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement,

**VU** les observations transmises par la société TITANOBEL à l'inspection des installations classées,

**CONSIDERANT** que lors de la visite du site de la société TITANOBEL à Riaillé, réalisée le 4 juillet 2013, les inspecteurs de l'environnement (spécialité installations classées) ont constaté les faits suivants :

- dans l'igloo n°5, la présence, sur la première rangée d'une palette, de deux cartons dont la face visible était enfoncée et déchirée,
- dans l'igloo n°1, la présence de trois palettes dont les premières rangées de cartons déformés pouvaient laisser imaginer une stabilité pouvant à terme être remise en cause,

**CONSIDERANT** que l'étude de dangers du 16 août 2011 identifie comme mesure de maîtrise du risque (appelée EIPS) la consigne de sécurité sur le stockage dédié aux explosifs civils en emballages agréés,

**CONSIDERANT** que les dégradations visibles à l'intérieur des dépôts sur des emballages d'explosifs civils n'ont pas été relevées par l'industriel,

**CONSIDERANT** que ces dégradations révèlent que l'industriel ne s'est pas assuré du maintien du niveau de maîtrise du risque concernant le stockage en emballage agréés,

**CONSIDERANT** que ces constats réalisés lors de la visite d'inspection du 4 juillet 2013 constituent un manquement aux dispositions de l'article 4, point 6 de l'arrêté ministériel du 10 mai 2000 modifié susvisé,

**CONSIDERANT** que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-6 du code de l'environnement en mettant en demeure la société TITANOBEL de respecter les prescriptions dispositions de l'article 4, point 6 de l'arrêté ministériel du 10 mai 2000 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ,

**SUR** proposition du secrétaire général de la préfecture de la Loire-Atlantique,

## **A R R E T E**

Article 1er : La société TITANOBEL est mise en demeure, pour la poursuite de l'exploitation du dépôt d'explosifs et de détonateurs situé à Riaillé (44440) au lieu-dit « La Forêt », de respecter les dispositions de l'article 4, point 6 de l'arrêté ministériel du 10 mai 2000 en mettant en place, dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, une organisation permettant de s'assurer du maintien en bon état des emballages des produits explosifs.

Article 2 : La société TITANOBEL adresse à l'inspection de l'environnement des installations classées, dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, les justificatifs attestant du respect des dispositions mentionnées à l'article 1er.

Article 3 : Faute pour la société TITANOBEL de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera, indépendamment des sanctions pénales encourues, fait application des sanctions administratives prévues à l'article L 171-8 du titre VII du livre 1<sup>er</sup> du code de l'environnement, dont une copie est annexée au présent arrêté.

Article 4 : Conformément aux dispositions de l'article R. 514-6 du titre 1er du livre V du code de l'environnement, la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif de Nantes. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant et commence à courir du jour de la notification du présent arrêté. Il est d'un an pour les tiers à compter de l'affichage de l'arrêté.

Tout recours gracieux, en vertu de ces mêmes dispositions, ne peut interrompre ces délais de recours contentieux.

Article 5 : Une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de RIAILLE et pourra y être consultée.

Un extrait de cet arrêté sera affiché à la mairie de RIAILLE pendant une durée minimum d'un mois.

Procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé, après réalisation, par les soins du maire de RIAILLE et envoyé à la préfecture (direction de la coordination et du management de l'action publique- bureau des procédures d'utilité publique).

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture de la Loire-Atlantique, le sous-préfet d'Ancenis, le maire de RIAILLE et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, inspecteur principal des installations classées pour la protection de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société TITANOBEL par lettre recommandée avec accusé de réception.

**Le PREFET**

Pour le préfet,  
le sous-préfet, chargé de mission



Mikael DORÉ

P.J. : 1 annexe.

**Chemin :****Code de l'environnement**

## ▸ Partie législative

## ▸ Livre Ier : Dispositions communes

## ▸ Titre VII : Dispositions communes relatives aux contrôles et aux sanctions

## ▸ Chapitre Ier : Contrôles administratifs et mesures de police administrative

## ▸ Section 2 : Mesures et sanctions administratives

**Article L171-8**

▸ Créé par Ordonnance n°2012-34 du 11 janvier 2012 - art. 3

I. — Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. En cas d'urgence, elle fixe les mesures nécessaires pour prévenir les dangers graves et imminents pour la santé, la sécurité publique ou l'environnement.

II. — Lorsque la mise en demeure désigne des travaux ou opérations à réaliser et qu'à l'expiration du délai imparti l'intéressé n'a pas obtempéré à cette injonction, l'autorité administrative compétente peut :

1° L'obliger à consigner entre les mains d'un comptable public avant une date qu'elle détermine une somme correspondant au montant des travaux ou opérations à réaliser. La somme consignée est restituée au fur et à mesure de l'exécution des travaux ou opérations.

Cette somme bénéficie d'un privilège de même rang que celui prévu à l'article 1920 du code général des impôts. Il est procédé à son recouvrement comme en matière de créances de l'Etat étrangères à l'impôt et au domaine. Le comptable peut engager la procédure d'avis à tiers détenteur prévue par l'article L. 263 du livre des procédures fiscales.

L'opposition à l'état exécutoire pris en application d'une mesure de consignation ordonnée par l'autorité administrative devant le juge administratif n'a pas de caractère suspensif ;

2° Faire procéder d'office, en lieu et place de la personne mise en demeure et à ses frais, à l'exécution des mesures prescrites ; les sommes consignées en application du 1° sont utilisées pour régler les dépenses ainsi engagées ;

3° Suspendre le fonctionnement des installations et ouvrages, la réalisation des travaux et des opérations ou l'exercice des activités jusqu'à l'exécution complète des conditions imposées et prendre les mesures conservatoires nécessaires, aux frais de la personne mise en demeure ;

4° Ordonner le paiement d'une amende au plus égale à 15 000 € et une astreinte journalière au plus égale à 1 500 € applicable à partir de la notification de la décision la fixant et jusqu'à satisfaction de la mise en demeure. Les dispositions des deuxième et troisième alinéas du 1° s'appliquent à l'astreinte.

Les amendes et les astreintes sont proportionnées à la gravité des manquements constatés et tiennent compte notamment de l'importance du trouble causé à l'environnement.

L'amende ne peut être prononcée plus d'un an à compter de la constatation des manquements.

Les mesures prévues aux 1°, 2° 3° et 4° ci-dessus sont prises après avoir informé l'intéressé de la possibilité de présenter ses observations dans un délai déterminé.